



Monsieur le Président
Patrick BEDAGUE
Pôle Métropolitain du Pays de Saint Omer
Centre Administratif Saint Louis
Rue Saint Sulpice
62500 SAINT OMER

N/Réf : DPPC - SPP/GA/13895
Affaire suivie par : Géraldine Aubert
Tél. : 03.27.99.90.19
Courriel : g.aubert@eau-artois-picardie.fr

Douai, le **01 AOUT 2025**

Objet : Projet de modification simplifiée du SCoT Pays de Saint Omer

VREF : Votre courrier daté du 12 juin 2025

Monsieur le Président,

Suite à votre courrier du 12 juin 2025, concernant le projet de modification simplifiée de votre SCoT, les services de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie attirent votre attention sur les enjeux associés à la gestion des eaux dans le cadre de l'élaboration de ce document.

En effet, le code de l'urbanisme instaure une obligation de compatibilité des documents d'urbanisme avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

Ainsi, les SCOT, doivent être compatibles avec « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux » et « les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux ».

Nous vous invitons donc à vérifier que votre SCoT est compatible avec les dispositions du SDAGE et notamment les éléments listés en annexe.

A ce titre nous vous faisons part de quelques remarques concernant la partie DOO de ce document :

- P54 et 55 orientation 37 : privilégier le développement des entreprises existantes sur leur sites actuels

Après le paragraphe « Ces extensions devront être limitées et répondre uniquement aux besoins d'extension des activités économiques existantes. », nous proposons d'ajouter la phrase suivante. « **Elles devront éviter une implantation sur les aires d'alimentation des captages afin de protéger la ressource en eau, en particulier lorsqu'il s'agit d'activités polluantes (usines agroalimentaires, méthanisation, etc.).** »

- P137 orientation 105 : combler les dents creuses

Au lieu de « Sous réserve de l'absence d'enjeux spécifiques (protection environnementale, enjeu agricole particulier, risque...) ces dents creuses constituent un potentiel à analyser et à mobiliser pour répondre aux besoins de logements. », nous proposons l'écriture suivante : « Sous réserve de l'absence d'enjeux spécifiques (protection environnementale, enjeu agricole particulier, risque, **présence d'aires d'alimentation des captages et de captages, ...**) , ces dents creuses constituent un potentiel à analyser et à mobiliser pour répondre aux besoins en logements. »

D'une manière générale et afin d'être en compatibilité avec le SDAGE 2022-2027, nous vous préconisons de bien mettre en regard les projets d'aménagement et d'urbanisation avec les ressources en eau disponibles et les équipements à mettre en place.

Par ailleurs, pour ce qui concerne les eaux pluviales, vous veillerez à ce que celles-ci soient bien infiltrées à la parcelle en ayant recours à des techniques de gestion intégrée et durables de ces eaux (noues, revêtements poreux sur couche d'assise en structure réservoir pour les zones de stationnement et les voies vertes, etc.)

Enfin, vous veillerez à ce que les zones humides soient préservées et protégées en appliquant à chaque projet d'aménagement la doctrine « éviter réduire compenser » en ayant comme première intention l'évitement de la dégradation de ces zones.

Pour vous aider dans cette démarche, vous pouvez vous référer au guide de déclinaison de l'eau dans les documents de SCoT qui a été développé par notre agence en 2018 et mis à jour en 2022 avec le SDAGE 2022-2027. Ce guide, conçu spécifiquement pour accompagner les instructeurs en urbanisme est téléchargeable et consultable au travers du lien suivant :

https://www.eau-artois-picardie.fr/sites/default/files/guide_urba_scot_modifie_pcb_230123af.pdf

https://www.eau-artois-picardie.fr/sites/default/files/guide_urba_plui_modifie_pcb_230123af.pdf

Des données complémentaires peuvent être disponibles et valorisées pour une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux.

Enfin, sachez que l'Agence de l'Eau Artois Picardie est en mesure d'accompagner financièrement les collectivités qui engagent des actions (études, travaux) pour atteindre le bon état des masses d'eau. Les thématiques concernées recouvrent notamment le traitement des eaux pluviales, la préservation des zones humides, la restauration des cours d'eau, la maîtrise des pollutions.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

LA DIRECTRICE GENERALE

Agence de l'Eau ARTOIS-PICARDIE

La Directrice Générale Adjointe



Isabelle VINCENT

Isabelle MATYKOWSKI

Annexes :

Liste des éléments du SDAGE 2022-2027 avec lesquels le document d'urbanisme doit être compatible

- **Gérer les eaux pluviales :** le SDAGE stipule que les documents d'urbanisme déclinent le principe de gestion intégrée des eaux pluviales, à savoir : limiter l'imperméabilisation, gérer ces eaux à la source et favoriser l'infiltration. Ainsi, les collectivités identifient les secteurs où des mesures doivent être prises en conséquence. Une fois ces éléments définis, le SDAGE recommande fortement que les zonages pluviaux soient intégrés aux annexes des documents d'urbanisme et traduits dans le règlement des PLU(i) (cf. orientation/disposition A2, A-2.1 et A-2.2);
- **Inventorier les fossés, aménagements d'hydrauliques douces et ouvrages de régulation :** les documents d'urbanisme intègrent cet inventaire et les préservent en application du code de l'urbanisme (cf. disposition A-4.2);
- **Éviter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage :** les collectivités veillent dans leurs documents d'urbanisme, au maintien et à la restauration des prairies et des éléments de paysage, notamment en utilisant les zones agricoles protégées, les orientations d'aménagement et de programmation, les espaces boisés classés (y compris les haies) et l'identification des éléments de paysages (cf. disposition A-4.3);
- **Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau :** les règlements des documents d'urbanisme assurent la préservation de l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau au titre de leur compatibilité avec les SAGE qui les concernent et mettent en œuvre les dispositions permettant d'assurer une telle préservation (cf. disposition A-5.1);
- **Intégrer les connaissances liées aux fonctionnalités écologiques dans le porter à connaissance :** dans le cadre des procédures liées aux documents d'urbanisme, les porter à connaissance intègrent les connaissances relatives à la fonctionnalité écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques continentaux et littoraux susceptibles d'être impactés (cf. disposition A-7.4);
- **Prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes aquatiques :** les documents d'urbanisme prennent en compte une stratégie locale qui identifie les enjeux en termes de préservation et de restauration des écosystèmes aquatiques, y compris les corridors écologiques, en vue de la préservation des enjeux en matière de biodiversité aquatique (cf. disposition A-7.5 du SDAGE 2022-2027);
- **Classer les zones humides identifiées :** les zones humides identifiées dans les SAGE doivent bénéficier d'un classement en zone naturelle et forestière ou en zone agricole dans les documents d'urbanisme (cf. Disposition A-9.1);
- **Préserver les zones humides :** les documents d'urbanisme doivent protéger les zones humides de toute destruction grâce à leur règlement, en s'appuyant sur toutes les connaissances disponibles : « zone à dominante humide », RAMSAR, inventaires SAGE. Ces cartes ne sont pas exhaustives (cf. Disposition A-9.3);
- **Mettre en œuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) :** la séquence ERC est appliquée lors de la mise en place de projets d'aménagement. Cette séquence consiste d'abord à éviter les impacts potentiels du projet en sélectionnant un site qui impactera le moins la biodiversité ou en renonçant au projet. Les impacts non évités doivent être réduits. Enfin, les impacts restants doivent faire l'objet de mesures compensatoires selon des règles définies par le SDAGE. Ainsi, le SDAGE stipule qu'en cas de mesure compensatoire pour une zone humide, celle-ci doit se faire prioritairement sur le même territoire de SAGE que la destruction et en zones non agricoles (c'est à dire hors zones A des PLU(i)). Nous vous recommandons vivement de vous référer pour plus de détails à la Disposition A-9.5;
- **Éviter les habitations légères de loisirs dans les zones humides et l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau :** les documents d'urbanisme prévoient les conditions nécessaires pour préserver les zones humides, leur fonctionnalité et l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau en y interdisant les habitations légères de loisirs (cf. R.111-37 du code de l'urbanisme), qui entraîneraient leur dégradation. Les collectivités sont notamment invitées à classer les zones humides en zones naturelles et forestières ou en zones agricoles afin

d'y interdire toute extension ou réhabilitation d'habitations légères de loisirs (cf. *Disposition A-9.4*);

- **Préserver les aires d'alimentation des captages** : les documents d'urbanisme contribuent à la préservation et à la restauration qualitative et quantitative des aires d'alimentation des captages (cf. *disposition B 1.2*);

- **Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau** : les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'urbanisme adaptent leur développement urbain à la disponibilité des ressources en eau au travers de leurs documents d'urbanisme (cf. *Orientation B-2*);

- **Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place** : les documents d'urbanisme doivent être élaborés en cohérence avec les schémas de distribution d'eau potable et doivent mettre en regard les projets d'urbanisation et de développement économique avec les ressources en eau disponibles et les équipements à mettre en place (cf. *disposition B-2.2*);

- **Préserver le caractère inondable des zones identifiées** : les documents d'urbanisme préservent le caractère inondable de ces zones (cf. *Disposition C-1.1*);

- **Éviter toute aggravation des risques d'inondations** : pour l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones, les documents d'urbanisme comprennent des dispositions visant à éviter toute aggravation des risques d'inondations notamment à l'aval, en limitant l'imperméabilisation, en privilégiant l'infiltration, ou à défaut, la rétention des eaux pluviales et en facilitant le recours aux techniques alternatives et au maintien, éventuellement par identification, des éléments de paysage (haies, ...) en application de l'article L151-23 du code de l'urbanisme (cf. *disposition C-2.1*);

- **Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques** : les documents d'urbanisme préservent le caractère naturel des annexes hydrauliques et des zones naturelles d'expansion de crues (cf. *Disposition C-4.1*);

Le Vice-Président

MONSIEUR PATRICK BEDAGUE

PRÉSIDENT
PÔLE MÉTROPOLITAIN AUDOMAROIS
SCOT DU PAYS DE SAINT OMER
CENTRE ADMINISTRATIF SAINT LOUIS
RUE SAINT SEPULCRE 6 CS 90128
62503 SAINT OMER CEDEX

Réf.: ML/SF/ID/ASC N°2589
Affaire suivie par M. Sébastien FOUGNIE,
Direction Planification Territoriale et Urbanisme
03 21 61 50 00,
sebastien.fougnie@bethunebruay.fr

Objet : Avis sur la modification simplifiée n°1
du SCoT du Pays de Saint Omer

Béthune, le **18 07 25**

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 28 juillet 2025, vous m'avez adressé pour avis, le dossier relatif à la modification simplifiée n°1 du SCoT du Pays de St Omer.

Cette procédure a pour objet une mise en compatibilité avec les orientations du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), principalement issues de la loi Climat et Résilience.

Après avoir étudié de manière attentive le dossier joint, j'ai l'honneur de vous informer que la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, n'a aucune observation formuler.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes sincères salutations.

Par délégation du Président Olivier GACQUERRE,
Le Vice-Président chargé de la ruralité, de
l'agriculture et de l'alimentation, et du Schéma
de Cohérence Territoriale



Maurice LECONTE

Toute correspondance est à adresser à Monsieur le Président

Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane
Siège : Hôtel Communautaire 100, avenue de Londres
C.S. 40548 - 62411 BETHUNE Cedex

Tél. : 03.21.61.50.00 | Fax : 03.21.61.35.48 | E-mail : contact@bethunebruay.fr
www.bethunebruay.fr





Longuenesse, le 4 août 2025

Monsieur Patrick BEDAGUE
Président du Pôle métropolitain du Pays de Saint-Omer
Centre Administratif Saint Louis
Rue Saint-Sépulcre
CS 90128
62503 SAINT-OMER CEDEX

REF. : SU/VM/EF n°2025-66
DOSSIER SUIVI PAR : Elodie FLANDRIN
Tél. 03 74 18 20 34 e.flandrin@ca-pso.fr

OBJET : procédure de modification simplifiée n°1 SCOT – consultation PPA

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 12 juin 2025, vous sollicitez mon avis concernant le dossier relatif à la procédure de modification simplifiée n°1 du SCOT du Pays de Saint-Omer.

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du dossier relatif à la procédure de modification simplifiée n°1 du SCOT, je vous informe que ce dossier n'appelle pas d'observations de ma part sur le fond, puisqu'il retranscrit les échanges que nous avons pu avoir quant à la traduction de l'objectif de "zéro artificialisation nette" sur le territoire.

Toutefois, je tenais à vous faire part de quelques observations sur la forme du document.

En effet, le rapport de présentation – partie 4 mentionne pour les orientations relatives à l'agriculture « *un objectif minimum de réduction de la consommation d'espace entre 2021 et 2031 et un objectif minimum de réduction de l'artificialisation nette entre 2031 et 2040.* »
Cependant, l'ensemble des pièces constituant la présente modification simplifiée mentionne une réduction de la consommation d'espace entre 2021 et 2030. La notice explicative reprenant cette modification page 33 contient la même erreur.

En outre, les modifications indiquent, dans plusieurs pièces du SCOT, des références de consommation 2011-2020, puis 2021-2030. Au regard des différents projets et propositions de lois actuellement en discussion au Parlement, il conviendra d'adapter ces pas de temps aux modifications issues de ces lois une fois celles-ci adoptées.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président

Laurent DENIS

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU JEUDI 2 OCTOBRE 2025
DELIBERATION N°25-10-088**

**OBJET : URBANISME – AVIS SUR LA MODIFICATION N°1 DU SCHEMA DE COHERENCE
TERRITORIALE (SCOT) DU PAYS DE SAINT-OMER**

Rapporteur : ML.BERQUEZ

Par courrier en date du 12 juin 2025, reçu le 30 juin, le Pôle Métropolitain Audomarois adressait à la CCPL le projet de modification simplifiée n°1 du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays de Saint-Omer pour avis.

Ce projet a pour objet la traduction locale de l'objectif « zéro artificialisation nette » et des nouvelles définitions établies par la loi Climat et Résilience et le Schéma régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Hauts-de-France modifié fin 2024, afin de rendre le SCOT compatible avec ce dernier.

Les fondements du SCOT ne sont pas revus. Seules les orientations relatives à la gestion de l'espace sont modifiées. La modification n°1 vise ainsi à diminuer la consommation d'espace maximale autorisée dans le document et à compléter les attendus pour limiter la consommation d'espace (priorité aux espaces déjà artificialisés et/ou aux friches par exemple).

A ce titre, il est prévu d'appliquer les trajectoires suivantes pour l'ensemble du Pays et donc pour chaque EPCI (CAPSO/CCPL) :

- Diminution de 69,1% minimum de la consommation d'espace entre 2021-2030 par rapport à la décennie précédent,
- Diminution de 50% de l'artificialisation nette entre 2031-2040 par rapport à la décennie précédente.

En termes de définition, il est important de relever que désormais la méthode de calcul de l'impact foncier évolue. Il ne s'agit plus seulement de comptabiliser les zones d'urbanisation futures (IAU) mais l'ensemble des espaces agricoles, naturels et forestiers consommés ou artificialisés au fil des décennies y compris au sein de la trame urbaine (dents creuses sauf cas considérés comme déjà artificialisés).

Dans ce cadre, le suivi de la mise en œuvre du PLUi de la CCPL, et en particulier du volet foncier, revêt une importance majeure. Les nouvelles définitions seront à préciser au niveau de la CCPL dans le cadre de l'évolution du PLUi attendue à terme.

Il convient également de souligner que les zones d'extension de l'urbanisation ainsi que les créations et extensions de zones à vocation économique devront faire l'objet d'une OAP précisant l'échéancier d'ouverture à l'urbanisation.

Considérant que la modification simplifiée n°1 du SCOT permet de rendre ce document-cadre compatible avec le SRADDET récemment modifié et avec les nouvelles dispositions réglementaires concernant la trajectoire ZAN.

Considérant que cette modification permet en conséquence de donner les bases pour l'évolution du PLUi de la CCPL attendue à terme (avant le 22/02/2028).

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité,

- **DONNE** un avis favorable sur le projet de modification n°1 du SCOT du Pays de Saint-Omer.

La secrétaire de séance



Pour extrait conforme.

Le Président,

Signé électroniquement par
Christian LEROY
Président,



L'an deux mil vingt-cinq, le jeudi 2 octobre à 18 heures 30, le Conseil Communautaire s'est réuni sous la présidence de Monsieur Christian LEROY (*Reçoit pouvoir de G.A.FRANQUE*) Président suite à la convocation en date du 25/09/2025.

Présents :

Mesdames DELRUE.J (*Reçoit pouvoir de V.DESEQUELLE*), BERQUEZ.ML (*Reçoit pouvoir de G.COLIN*); ROLLAND P ; COCQUEREL M. (*Reçoit pouvoir de F.CLABAUX*); LEROY.I ; POURCHEL.I ; TAVERNE M.H . ; MERLO S ;

Messieurs BEE D. ; CAUX P. ; CORDIER A. ; CLABAUT A. ; CROQUELOIS J.M; DELATTRE.J ; FOURNIER D. (*Reçoit pouvoir de G.PRINGAULT*); DOMMANGET A. ; DENECQUE J.F ; DELANNOY. J (*reçoit pouvoir de H.COFFIN*); GARDIN J; LECAILLE S; LAVOGEZ S. ; LEFEBVRE S (*Reçoit pouvoir de O.OBERT*) ; LHEUREUX M; MERLO O; MONBAILLY. V (*Reçoit pouvoir de LEROY M*); PRUVOST J.P. ; POURCHEL L. ; VASSEUR C ; WACQUET P; WILQUIN G. ; WYCKAERT G.; A.DEVIGNE.; AVART.P.H ;

Absents excusés :

Mesdames COFFIN.H (*Donne pouvoir à J.DELANNOY*) ; DESEQUELLE V (*Donne pouvoir à J.DELRUE*); LEROY M (*donne pouvoir à MONBAILLY.V*);
Messieurs CLABAUX F (*Donne pouvoir à M.COQUERELLE*); COLIN G (*Donne pouvoir à ML.BERQUEZ*); COYOT J.C ; FRANQUE G.A (*Donne pouvoir à C.LEROY*) ; OBERT O (*Donne pouvoir à S.LEFEBVRE*); PRINGAULT G (*Donne pouvoir à D.FOURNIER*); SENECAT D ; TELLIER.C. ;

Absents :

Messieurs BACQUET.J ; DAMBRUNE. D ; PRUVOST. M; DUFOUR O. ; FAUVIAUX.F. ;
Madame FOUACHE. S;

Madame M.H.TAVERNE est élue secrétaire.

Accusé de réception en préfecture
062-246201016-20251002-C2025-10-088-DE
Date de télétransmission : 13/10/2025
Date de réception préfecture : 13/10/2025

Monsieur le Président
SCOT PAYS DE SAINT-OMER
Pôle Métropolitain
Rue Saint-Sépulcre CS 90218
62503 SAINT OMER Cedex

Service : Aménagement Territorial
Nos références : SA / AN / IM / 2025 - 522
Dossier suivi par : Anne NICOLAS
anne.nicolas@npdc.chambagri.fr
Vos références :
Objet : SCOT du Pays de St Omer Projet de modification simplifiée n°1

Saint-Laurent-Blangy, vendredi 19 septembre 2025

Siège administratif

56 avenue Roger Salengro
BP 80039
62051 Saint-Laurent-Blangy cedex

Tél : 03 21 60 57 57

Siret 130 013 543 00025

Monsieur le Président,

Vous nous avez fait parvenir le projet de modification simplifiée du SCOT.
Nous vous en remercions.

Le projet de modification vise à traduire localement l'objectif du ZAN et des définitions établies par la loi Climat et Résilience et le SRADDET Hauts-de-France. Par conséquent, les modifications touchent essentiellement les orientations relatives à la gestion de l'espace.

A la lecture du dossier (p7 notice), nous prenons note que le territoire a consommé 840 ha entre 2011 et 2020 (source : portail de l'artificialisation CEREMA). Il apparaît ainsi, en application des chiffres du SRADDET (baisse de 69.1%), que l'enveloppe foncière théorique disponible est de 260 ha entre 2021 et 2030 et 130 ha entre 2031 et 2040 soit 390 ha, chiffre globalement équivalent aux prévisions du SCOT approuvé en 2019 (400 ha).

Il aurait été intéressant de connaître, à titre indicatif, le volume déjà consommé depuis 2021 (dont la comptabilisation des PC et PA).

Nous prenons acte du choix des élus selon lequel :

- Les objectifs chiffrés ne sont plus exprimés en volume mais en pourcentage pour chaque EPCI
- Chaque EPCI doit déterminer sa consommation foncière

Siège social

299 Boulevard de Leeds
59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Loi du 31/01/1924
Siret 130 013 543 00033
APE 9411Z

- Chaque EPCI doit préciser la ventilation de l'enveloppe foncière par vocation en fonction de leur projet de territoire, tout en garantissant l'atteinte des objectifs de production de logements (orientation 1).

L'examen des modifications apportées nous permet de relever un certain nombre de points favorables à une gestion économe du foncier mais aussi des points sur lesquels nous souhaitons avoir une vigilance.

1/ Les points favorables à une gestion économe du foncier

Nous notons avec satisfaction p13 de la notice, la nécessité de réaliser une étude de densification dans les PLUi, traduite dans les orientations :

- 100 pour l'identification des friches,
- 104, 105, 106 pour les secteurs favorables à la division parcellaire, l'identification des dents creuses et les secteurs d'intensification dans le tissu urbain existant
- 108 dans les zones d'activités.

Nous saluons le renforcement de la densification des sites d'entreprises actuels avant d'envisager l'extension sur des espaces agricoles, naturels et forestiers ou non artificialisés (orientation 37) ainsi que le choix de privilégier l'accueil de nouvelles zones artisanales sur des espaces déjà artificialisés (orientation 40)

Nous notons également la mise en place d'échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation au sein des OAP pour l'habitat (orientation 110) et pour le développement économique (orientation 108)

2/ Les points de vigilance

Nous prenons acte de la définition de la renaturation reprise p13 de la notice.

Le SCOT précise que ces actions doivent être prises en compte dans les comptes fonciers des 2 décennies ; qu'ainsi, les surfaces concernées viennent compenser la consommation effective d'un espace NAF ou artificialisé dans un secteur.

Nous attirons votre attention sur ce point particulier, certes prévu par la loi, mais qui vient artificiellement augmenter la consommation foncière dont nous ne sommes pas en capacité de mesurer les impacts.

Par ailleurs, p15 de la notice, le SCOT énonce les cas de figure pertinents pour la renaturation à savoir :

- Les friches au sein ou au contact des cœurs de biodiversité et corridors identifiés dans l'orientation 88 du SCOT
- Les friches dans les espaces urbains denses pour créer des îlots de respiration et de fraîcheur

Siège administratif

56 avenue Roger Salengro
BP 80039
62051 Saint-Laurent-Blangy cedex

Tél : 03 21 60 57 57

Siret 130 013 543 00025

Siège social

299 Boulevard de Leeds
59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Loi du 31/01/1924
Siret 130 013 543 00033
APE 9411Z



Par ailleurs, l'orientation 100 évoque que les sites de friches les plus stratégiques du fait de leur surface et de leur localisation, feront l'objet d'une OAP pour définir leur vocation et leur programmation.

La Chambre d'Agriculture rappelle qu'un certain nombre de friches peuvent d'abord être requalifiées en habitat ou pour l'accueil d'activités économiques. Elle souhaite ainsi que ce sujet d'identification et de réaffectation des friches puisse faire l'objet d'une concertation avec la profession agricole.

Comptant sur la prise en compte de nos remarques.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président,

Simon AMMEUX



Siège administratif

56 avenue Roger Salengro
BP 80039
62051 Saint-Laurent-Blangy cedex

Tél : 03 21 60 57 57

Siret 130 013 543 00025

Siège social

299 Boulevard de Leeds
59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Établissement public
Loi du 31/01/1924
Siret 130 013 543 00033
APE 9411Z



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service urbanisme et aménagement
unité planification

Arras, le 03/10/2025

Affaire suivie par : Delphine Blanc
Tél : 03 21 22 99 25
delphine.blanc@pas-de-calais.gouv.fr
Réf : 039/25/DB/SUA-P

Le directeur départemental des
territoires et de la mer

à

Monsieur le président du SCoT
du Pays de Saint-Omer
Centre Administratif Saint Louis
Rue Saint-Sépulcre
CS 90128
62503 SAINT-OMER CEDEX

OBJET : modification simplifiée du schéma de cohérence territoriale du pays de Saint-Omer

En application des articles L132-7 et L132-8 du code de l'urbanisme, vous m'avez notifié, par courrier en date du 12 juin 2025, le projet de modification simplifiée numéro 1 du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays de Saint-Omer.

La loi n°2023-630 du 20 juillet 2023, visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux, fixe une échéance pour l'intégration des objectifs de la loi Climat et Résilience dans les documents de planification. Pour les SCoT, le délai court jusqu'au 22 février 2027. En parallèle, l'article 194 IV 5° de la loi Climat et Résilience permet d'intégrer la trajectoire zéro artificialisation nette (ZAN) par le biais d'une procédure de modification simplifiée, permettant de déroger aux articles L.143-29 à L.143-36 du Code de l'Urbanisme et valant révision.

L'objet de la modification simplifiée du SCoT du Pays de Saint-Omer se limite à l'intégration des objectifs de diminution de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) prévue par le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) des Hauts-de-France et sans pour autant remettre en question les orientations globales de développement.

Le SRADDET des Hauts-de-France, co-approuvé par le préfet de région le 29 novembre 2024, fixe au périmètre du SCoT du Pays de Saint-Omer un objectif de diminution de 69,1 % de consommation

100 Avenue Winston Churchill
CS 10007 62022ARRAS
Tél : 03 21 22 99 99

d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur la période 2021-2030 par rapport à la période de référence 2011-2020.

Formellement, le contenu de la modification répond aux principes de l'article 194 de la Loi Climat et Résilience. Le SCoT indique que le taux d'effort imposé par le SRADDET (69,1 %) est appliqué dans la modification simplifiée du SCoT et de manière homogène sur le territoire des deux EPCI composant le SCoT (Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (CAPSO) et Communauté de Communes du Pays de Lumbres (CCPL)). Ainsi pour la première décennie 2021-2031, le SCoT indique une consommation projetée à ne pas dépasser de 260 ha, correspondant à un taux de réduction de 69,1 % de la consommation d'ENAF (affichée à 840 ha dans le SCoT) pour la période de référence 2011-2020. Le SCoT précise que la consommation projetée pour la période 2031-2040 devra correspondre à une division par 2 de la consommation projetée 2021-2031. De la même manière, la consommation projetée pour la période 2041-2050 devra correspondre à une division par 2 de la consommation projetée 2031-2040. Le SCoT ne détaille pas davantage cette trajectoire de réduction de la consommation foncière.

La modification fixe bien par tranche de 10 ans les efforts de réduction de l'artificialisation mais sans les chiffrer. Les enveloppes foncières n'ont pas été définies pour l'habitat, le développement économique et les infrastructures. Le SCoT laisse le soin à chaque document d'urbanisme local de décliner cette répartition, tout comme la détermination de l'enveloppe foncière réduite.

Je souligne l'effort réalisé par votre territoire afin de répondre à l'objectif de réduction de la consommation d'ENAF, néanmoins, je vous demanderai d'être vigilant et de prendre en considération les points suivants :

- La consommation d'ENAF pour les 3 années 2021, 2022 et 2023, publiée sur le portail de l'artificialisation, représente 214,5 ha. Ces 214,5 ha sont à déduire de la consommation projetée sur la période 2021-2031.
- De ce fait, l'enveloppe foncière de 260 ha pourrait être déjà consommée à ce jour. Il est nécessaire que le SCoT intègre cette éventualité. Aussi, il me paraît essentiel, notamment dans le cadre de la préparation de la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme intercommunaux et communaux prévue d'ici février 2028, que le document d'orientations et d'objectifs soit complété sur ce point. En effet, dans le cas où les plans locaux d'urbanisme intercommunaux et communaux n'intègrent pas l'objectif de réduction du SRADDET, aucune autorisation d'urbanisme ne pourra être délivrée dans les zones à urbaniser restantes.

Aussi, suite à l'actualisation au 1^{er} septembre 2025 des données du portail de l'artificialisation, les chiffres à prendre en compte sont les suivants :

consommation passée 2011-2021 :	837,4 ha	
consommation projetée 2021-2031 (application du taux de réduction du SRADDET 69,1 %) :	258,76 ha	
consommation 2021 :	70,70 ha	214,5 ha
consommation 2022 :	87,2 ha	
consommation 2023 :	56,6 ha	
consommation projetée 2021-2031 déduction faite des consommations 2021, 2022 et 2023 :	44,26 ha	
consommation projetée 2031-2041 :	129,38 ha	
consommation projetée 2040-2050 :	64,69 ha	

- L'article 197 de la loi Climat et résilience du 22 août 2021 dispose que des zones de renaturation préférentielle peuvent être identifiées dans les SCoT et les PLU(i) pour permettre la transformation de sols artificialisés en sols non-artificialisés. Un décret du 27 décembre 2023 vient préciser les modalités d'identification et de mise en œuvre de ces zones et établit notamment une nomenclature des sols artificialisés ainsi que l'échelle à laquelle l'artificialisation des sols doit être appréciée dans les documents de planification et d'urbanisme. Le SCoT pourrait ainsi définir des zones préférentielles pour la renaturation conformément aux articles L.141-10 du code de l'urbanisme.
- Le SCoT pourrait établir une typologie des dents creuses et des espaces de densification en zone urbaine, péri-urbaine et rurale afin d'avoir un traitement homogène entre les 2 EPCI. Il s'agira de mesurer les espaces ouverts à l'urbanisation et non comptabilisé dans les ENAF.
- Le SCoT indique dans le DOO (pages 128 et 140) que « Les périmètres des Zones d'Aménagement Concertées (ZAC) et des Permis d'Aménager (PA), dont les travaux ont commencé avant le 1er janvier 2021, peuvent être entièrement comptés dans le volume d'hectare consommé entre 2011 et 2020. De la même manière, les ZAC et PA commencés après 2021 peuvent être entièrement comptabilisés dans la décennie 2021 – 2030 même s'il existe un phasage sur plusieurs décennies. ».

Le SCoT aurait pu arrêter une option pour l'ensemble de son territoire. Néanmoins, pour rappel et comme l'indique le fascicule 1 : « définir et observer la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et l'artificialisation des sols » valant doctrine nationale, si une collectivité fait le choix de compter dans sa consommation 2011-2020 entièrement les périmètres des ZAC et des PA, dont les travaux ont commencé avant le 1^{er} janvier 2021, il s'agira également de comptabiliser au bilan foncier de la décennie 2021-2031 la totalité des ZAC et des PA dont les travaux démarreront entre 2021 et 2031. La méthodologie de comptabilisation foncière concernant les ZAC et PA doit être la même pour la décennie 2011-2021 et la décennie 2021-2031.

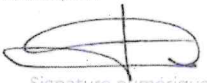

Concernant le compte foncier économique, plusieurs projets ont été retenus par la Région au titre des projets d'envergure régionale. Il s'agit de l'extension de la zone d'activités de la Porte Multimodale de l'Aa à Arques (10,40 ha) et de l'extension de la zone d'activités de Zouafques (Porte de la Hem) sur la commune de Nordausques (25,70 ha). Ce classement doit vous permettre, lorsque la procédure de modification du SRADDET sera adoptée, d'extraire la réalisation de ces opérations du compte foncier.

En conclusion, malgré l'effort accompli par le SCoT afin de se mettre en compatibilité avec le SRADDET, il serait pertinent de prendre en compte les remarques émises afin de faciliter la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme d'ici 2028.

Mes services se tiennent à votre disposition pour toute information que vous jugeriez utile.

Le directeur départemental
des territoires et de la mer

Signé par Edouard GAYET, directeur départemental des
territoires et de la mer, à Arras


Signature numérique 

**PÔLE AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT
TERRITORIAL**

Direction du développement, de l'aménagement et de
l'environnement

Hôtel du Département – Rue Ferdinand Buisson
62018 ARRAS Cedex 9

Dossier suivi par : Jodie DUBOIS
Gestionnaire de dossiers urbanisme
Service développement territorial
dubois.jodie@pasdecalais.fr - 03 21 21 91 58

Monsieur Patrick BEDAGUE
Président
Pôle métropolitain du pays de Saint-Omer
Centre administratif Saint Louis
Rue Saint-Sépulcre
CS 90128
62503 SAINT-OMER Cedex

Vos réf : votre courrier du 12 juin 2025

Nos réf : DDAE/SDT/U – AC/LCT/JD

Objet : avis du Département – projet de modification simplifiée du Schéma de COhérence Territorial (SCOT) du Pays de Saint-Omer

Monsieur le Président,

Par courrier susvisé, vous avez adressé au Département, une consultation des personnes publiques associées dans le cadre de votre projet de modification simplifiée du SCOT du Pays de Saint-Omer.

Le projet porte sur l'intégration de la traduction locale de l'objectif « Zéro Artificialisation Nette », issue de la modification du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'équilibre des territoires, approuvée le 21 novembre dernier et les nouvelles définitions établies par la loi climat et résilience de 2021.

Le Département prend en considération plusieurs éléments de ce projet au regard de ses compétences :

- les mobilités alternatives, particulièrement les aménagements cyclables ;
- l'itinérance et la randonnée pédestre ;
- les espaces naturels sensibles ;
- la mobilité routière, particulièrement les routes départementales ;
- la biodiversité sur les propriétés départementales.

Des compléments techniques sont préconisés sur certains sujets. Vous trouverez ci-joint une annexe technique reprenant ces éléments ainsi que des informations sur des études et travaux portés par le Département.

Sous réserve de la prise en compte des éléments listés ci-joint, le Département émet un avis favorable sur votre projet, et reste à votre disposition pour tout projet d'aménagement cyclable, d'aire de covoiturage et de biodiversité.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Arras, le 10 octobre 2025
Pour le Président du Conseil départemental,

Signé électroniquement par
Matthieu BIELFELD, par délégation de Jean-Luc
DEHUYSSER
Directeur de la mobilité et du réseau routier

Annexes techniques du Département du Pas-de-Calais :

Thème	Sujet	Compléments départementaux
Remarques générales	PADD	<p>Sur les éléments fournis, le Département s'interroge sur le rythme d'artificialisation sur le territoire au regard de la stagnation voire la baisse démographique, des indicateurs économiques, ainsi que l'exposition aux risques naturels. A cela s'ajoutent les enjeux de maintien de l'agriculture.</p> <p><u>Préconisation :</u></p> <p>Un travail sur l'estimation de vos besoins fonciers vous permettra de préciser vos intentions afin de tendre vers le ZAN, particulièrement ceux qui concernent les grands projets et les grandes infrastructures.</p>
Environnement	Trame verte et bleue	<p><u>Préconisation :</u></p> <p>S'agissant des espaces naturels et au regard des enjeux liés aux risques naturels du territoire, il est conseillé une protection plus forte sur la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, notamment au travers des solutions fondées sur la nature.</p>
Mobilité	Aménagements cyclables	<p>Deux itinéraires et cinq boucles cyclables sont identifiés sur le territoire concerné :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les itinéraires EV5 et LF1 ; - boucle n° 5 « Les 3 Cayelles » ; - boucle n° 8 « La Cressonnière » ; - boucle n° 14 « La Lys » ; - boucle n° 18 « L'Aa » ; - boucle n° 19 « Le chemin Saint Benoit ». <p>Ces éléments sont à prendre en considération dans votre projet pour la complétude des aménagements cyclables existants ou en cours, en tant qu'alternative à la voiture.</p>
	Covoiturage	<p>Le Département soutient le covoiturage afin de réduire l'utilisation individuelle de l'automobile et reste à votre disposition pour tout projet d'aire de covoiturage.</p>
	Réseau routier départemental	<p>Pour votre parfaite information, le Département a entrepris des études sur les projets routiers suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étude de circulation de la vallée de l'Aa (Blendecques) ; - étude Eurovelo n°5 entre Saint-Omer et Audruicq ; - étude Eurovelo n°5 entre Arques et Saint-Omer Porte de l'Aa et écluse des Fontinettes ; - routes départementales (RD) 943/157 étude barreau Ouest Aire-sur-la-Lys ; - schéma d'itinéraire RD 943 entre Béthune et Calais ; - RD 942 / RD 943 giratoires TSA et Lobel (Saint-Martin-les-Tatinghem) ; - RD 943 / RD 157 contournement Ouest d'Aire-sur-la-Lys. <p>Par ailleurs, votre territoire est concerné par des travaux de renforcement de chaussées entre Estrée-Blanche et Théroutanne.</p>



Pays de Saint-Omer / Pôle Métropolitain
Monsieur Patrick BEDAGUE, le Président
RUE SAINT SEPULCRE
62500 SAINT-OMER

Hucqueliers, le 22 juillet 2025

Monsieur le Président,

Affaire suivie
par : Mme
Marion
CIESIOLKA
Responsable
administrative
et financière du
SMM

Dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées relative à la modification simplifiée n°1 du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Pays de Saint-Omer, le PETR du Pays Maritime et Rural du Montreuillois, souhaite partager les observations suivantes :

Objet : Avis dans le cadre de la consultation sur la modification simplifiée n°1 du SCOT du Pays de Saint-Omer pour mise en conformité avec le SRADDET Hauts-de-France

➤ Un projet aligné sur les objectifs du SRADDET

Le PETR relève positivement la prise en compte : des principes de sobriété foncière et de limitation de l'artificialisation des sols en cohérence avec l'objectif Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à l'horizon 2050 ; de la transition énergétique et écologique : diversification du mix énergétique, maîtrise de la consommation d'énergie, adaptation au changement climatique ; de la préservation et valorisation du patrimoine naturel et bâti, atouts majeurs pour l'attractivité durable du territoire.

Ces orientations apparaissent en parfaite cohérence avec les prescriptions du SRADDET Hauts-de-France et partagées à l'échelle de notre territoire.

➤ Des enjeux communs à nos territoires

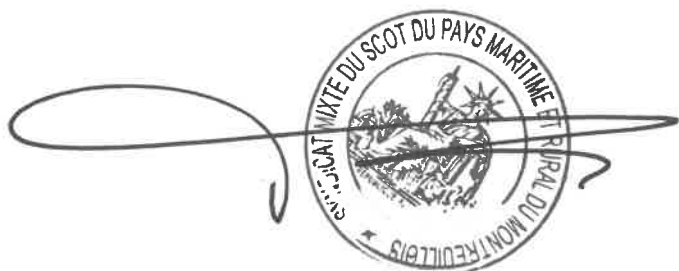
Le PETR note que plusieurs axes stratégiques rejoignent nos propres priorités : la gestion économe de l'espace rural et agricole ; le développement d'une offre de logement adaptée aux besoins démographiques, notamment pour favoriser la mixité intergénérationnelle ; la valorisation des coopérations interterritoriales et transfrontalières (notamment en matière de tourisme, d'économie et d'environnement) ; le renforcement des mobilités durables et des connexions ferroviaires et cyclables, essentielles pour la complémentarité entre Pays de Saint-Omer, Montreuillois et littoral.

Au regard des éléments présentés, le PETR du Pays Maritime et Rural du Montreuillois émet un avis favorable sur cette modification simplifiée du SCOT du Pays de Saint-Omer, tout en réaffirmant sa disponibilité pour poursuivre une coopération active, notamment dans la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de la trajectoire commune vers la transition écologique et la sobriété foncière.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Philippe DUCROCQ

Président du Syndicat Mixte du Montreuillois



Monsieur Patrick BEDAGUE
Président
Pôle Métropolitain Pays de Saint-Omer
Rue Saint Sepulcre
62 500 SAINT OMER

Le Wast, le 31 juillet 2025

Nos réf : LF/PML-115

Objet : Projet de modification simplifiée du SCOT du Pays de Saint-Omer

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la consultation des Personnes Publiques Associées, vous nous avez fait parvenir les éléments de dossier du projet d'évolution de votre SCOT afin de recueillir les éventuelles remarques du Syndicat mixte du Parc à ce sujet et je vous en remercie.

La modification simplifiée vise à rendre le SCOT compatible avec le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Hauts-de-France, modifié et adopté en novembre 2024, afin d'intégrer notamment le taux de réduction de la consommation d'espaces entre le 1er janvier 2021 et le 1er janvier 2031 de 69,1 % fixé pour le Pays de Saint-Omer et fixe une trajectoire progressive vers le Zéro artificialisation nette à l'échéance 2025.

Le Syndicat mixte du Parc émet **un avis favorable** au projet de modification qui s'inscrit en cohérence avec les orientations de la Charte du Parc sur la gestion économe du foncier et la mobilisation des outils de planification en faveur du renouvellement urbain et de la densification. Pour rappel, la Charte du Parc 2013-2028 encourage les collectivités à atteindre dans leurs projets les niveaux de densité suivants :

- 20 logements à l'hectare pour les pôles ruraux secondaires et les villages du cœur rural,
- 30 logements à l'hectare pour les couronnes péri-urbaines sous influence directe d'un pôle urbain,
- 40 logements à l'hectare pour les pôles urbains denses et les bourgs,
- et 10 logements de plus à l'hectare à proximité immédiate des gares TER et aux abords de transport collectif à haut niveau de service.

Les modifications apportées au SCOT introduisent également des critères de pertinence dans l'identification des sites propices aux projets de renaturation en privilégiant notamment les secteurs en continuité des cœurs de biodiversité et des corridors écologiques. La prise en compte de ce sujet introduit par la loi Climat et Résilience dans les objets des documents de planification est cohérente avec les orientations de la Charte du Parc en faveur de l'amélioration des continuités écologiques à l'image de l'accompagnement en cours sur le site de l'ancien VVF de Salperwick situé en périmètre de ZNIEFF de type 1.

L'équipe technique du Syndicat mixte du Parc naturel régional se tient à votre disposition pour vous accompagner dans les étapes de la mise en œuvre et de l'évolution de votre SCOT.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Sophie WAROT-LEMAIRE
Conseillère Départementale
Présidente du Parc naturel régional des Caps
et Marais d'Opale



Parc naturel régional des Caps et Marais d'Opale • Manoir du Huisbois - 62 22 62142 - Le Wast • Tél: 03 21 87 90 90
info@parc-opale.fr • www.parc-opale.fr • facebook : Parc Opale



Région
Hauts-de-France

Le Président
Le Vice-Président

Monsieur Patrick BEDAGUE
Président
Pôle Métropolitain Audomarois
Centre administratif Saint Louis
Rue Saint Sépulcre- CS 90128
62503 SAINT- OMER Cedex

Lille, le 09 octobre 2025

Objet: Avis sur le projet de modification SCoT du Pays de Saint-Omer

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la modification simplifiée n°1 du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Saint-Omer ayant pour objet une mise en compatibilité avec les obligations fixées par le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), nous avons reçu le projet pour avis, en qualité de personne publique associée.

Les SCoT sont des instruments opérant pour la gestion de l'espace et le développement équilibré des territoires. C'est pourquoi, la Région porte un intérêt tout particulier à votre projet et nous souhaitons vous faire part de quelques remarques par la présente et en annexe jointe.

Le SCoT du Pays de Saint Omer en vigueur affichait déjà des ambitions en matière de gestion économe de l'espace en mobilisant les leviers préconisés par le SRADDET (renouvellement, densification, réflexion sur les zones d'activités existantes).

Le SRADDET modifié le 22 novembre 2024 fixe un taux de réduction de 69,1% au SCoT du Pays de Saint Omer. Si ce taux est bien affiché dans le projet de modification ainsi qu'une trajectoire à horizon 2041, le SCoT ne définit pas de compte foncier local et renvoie aux EPCI via leur PLUi la charge de fixer leur compte foncier.

Sur ce point, le SCoT n'est pas compatible avec la règle générale 14 et nous vous invitons à réajuster les dispositions du SCOT pour être en cohérence avec le SRADDET et améliorer la prise en compte des objectifs et la compatibilité avec les règles générales relatifs à la gestion économe de l'espace.

Nous vous invitons en particulier à reformuler l'orientation 107 du Document d'Orientations et d'Objectifs afin d'y intégrer le compte foncier du territoire de SCoT. Vous trouverez en annexe les remarques et ajustements proposés et les services régionaux se tiennent à votre disposition pour vous accompagner dans la mise en œuvre du SRADDET.

Enfin, nous attirons votre attention sur le fait que le décompte de la consommation d'ENAF a débuté dès 2021, entamant ainsi le compte foncier local de votre territoire. Il est donc nécessaire de mobiliser rapidement les leviers identifiés par le DOO en matière de sobriété foncière.



151, avenue du Président Hoover - 59555 Lille Cedex - Accès métro : Lille Grand Palais
Tél. (0)3 74 27 00 00 - fax (0)3 74 27 00 05 - hautsdefrance.fr

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée, le droit d'accès et de rectification des informations vous concernant s'exerce auprès du Correspondant Informatique et Libertés de la Région Hauts-de-France

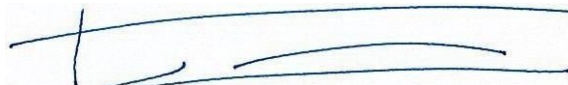
Au regard des remarques formulées, la Région, en qualité de personne publique associée, émet un avis réservé sur le projet de modification simplifiée du SCOT du Pays de Saint Omer.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Daniel LeCa', with a stylized flourish at the end.

Daniel LECA

*Vice-Président en charge de l'Europe, de la
stratégie territoriale et des politiques
contractuelles*

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Xavier Bertrand', with a long horizontal stroke at the end.

Xavier BERTRAND

P.J. : avis et remarques sur le projet de modification du SCOT du Pays de Saint-Omer

Annexe: avis et remarques sur le projet de modification du SCOT du Pays de Saint Omer

Remarques d'ordre général sur le document:

La référence au Schéma régional de cohérence Ecologique (page 29 du rapport de présentation) et le SCRCAE (DOO- orientation 107) qui ne sont plus en vigueur n'a pas lieu d'être. En effet, le SCoT doit prendre en compte les objectifs Climat, Air et Energie et être compatible avec les règles du SRADDET, schéma intégrateur et prescriptif approuvé en 2020. Concernant la gestion économe de l'espace et les décennies de référence, il convient pour une meilleure compréhension et cohérence avec le document régional, de préciser les décennies : 2011-2021 (au lieu de 2011-2020); 2021-2031 (au lieu de 2021-2030).

Le rapport de présentation affiche des consommations observées entre 2005 et 2015 : si ces éléments permettent d'expliquer le rythme observé sur la période, la Région suggère d'utiliser comme référence les rythmes de consommation fixés sur la décennie 2011-2021, en cohérence avec le SRADDET en application de la loi Climat et Résilience.

Compte foncier local

- Absence de compte foncier local

La modification présentée permet d'intégrer le taux de 69,1% de réduction de la consommation foncière fixé par le SRADDET.

Toutefois, si cet élément est bien pris en compte dans le DOO (orientation 107), le SCoT renvoie aux PLU la charge de traduire en hectares cet objectif fixé par le SCOT: « *les comptes fonciers seront déterminés à l'échelle de chaque EPC/. Ils seront la traduction en hectares des objectifs chiffrés de réduction fixés par le SCOT* ».

Or le SRADDET prévoit qu'il revient au SCOT de définir son compte foncier local en hectares en précisant le nombre d'hectares consommés sur la période de référence 2011-2021.

Règle générale 14: « *sur la période 2021-2031, il appartient ainsi aux territoires de Scot. ou à défaut aux PLUi/PLU/ cartes communales :*

De fixer un taux de réduction dans leurs documents de planification compatible avec celui fixé par le SRADDET, hors projets d'envergure nationale, européenne et régionale

De définir un compte foncier local, en hectares. Le SRADDET encourage les territoires à définir ce compte foncier local à partir de la consommation d'espaces de référence 2011-2021 fixée par le millésime des fichiers fonciers au 1er janvier 2021 et retraités par le CEREMA à la date du 19 juillet 2022. A l'échelle locale, ces données peuvent être en décalage avec la réalité du terrain et peuvent le cas échéant, être enrichies par d'autres données d'observation. »

En l'absence de compte foncier local à l'échelle du SCOT, le projet de modification n'est pas compatible avec la règle 14 du SRADDET.

- Application du taux

La Région acte le choix du territoire de décliner le même taux de 69,1% sur les EPCI et la charge aux EPCI de ventiler l'enveloppe par vocation.

La Région encourage toutefois le SCoT à décliner ses objectifs à l'échelle de chaque EPCI en tenant compte des spécificités et besoins (projections démographiques, besoin en logement et développement éco...) et les accompagnant dans la prise en compte des autres règles du SRADDET (17, 21 notamment).

La Région regrette que les tableaux des besoins de foncier à vocation économique par secteurs soient supprimés dans cette modification, au détriment d'une vision à l'échelle du SCOT.

Par ailleurs, la règle générale 14 du SRADDET indique: « *Les territoires orientent la consommation des espaces ou l'artificialisation des sols prioritairement en faveur des projets de développement économique (hormis les extensions ou créations de zones commerciales)* », ce qui mériterait d'être précisé dans le DOO afin que les PLUI s'y conforment.

Sur la consommation de référence 2011-2021

Le rapport de présentation dans sa partie 6 {page 86) indique « *à titre indicatif, entre 2011 et 2020, 840 hectares d'espaces naturels, agricoles ou forestiers, ont été consommés* ».

La règle générale 14 du SRADDET « *encourage les territoires à déterminer leur volume de référence à partir de la consommation d'espaces constatée entre 2011-2021 fixée par le millésime des fichiers fonciers au 1er janvier 2021 et retraités par le CEREMA à la date du 19 juillet 2022* ». Le SRADDET prévoit que ces données peuvent être en décalage avec la réalité du terrain et peuvent, le cas échéant, être enrichies par d'autres données d'observation.

Selon ce millésime, le SCoT a consommé **848,9 ha sur la période 2011-2021**.

Si la consommation de référence {2011-2021) est enrichie par d'autres données, il conviendra de l'indiquer dans le document afin de fixer le volume de référence auquel s'applique le taux.

Caractérisation NAF/Non NAF

L'orientation 107 indique que « *pour estimer et planifier l'impact des projets sur le compte foncier, les PLU détermineront le caractère agricole, naturel et forestier de chaque espace susceptible d'être aménagé, réaffecté ou bâti : friche, division parcellaire, dent creuse située en zone urbaine, espace d'intensification situé en zone urbaine, extensions, etc.* ».

La Région rappelle qu'il ne revient pas aux PLU de caractériser de qui relève d'un espace NAF/non NAF. En effet, conformément à la règle générale 14, la consommation des ENAF est mesurée, à l'échelle des périmètres de déclinaison du SRADDET (SCoT ou, à défaut, EPCI), à partir de l'OCS 2D, selon la méthode présentée en Conférence Régionale de la Gouvernance de la politique de réduction de l'artificialisation des sols du 18 octobre 2024.

Ainsi, une matrice de correspondance a été élaborée afin de traduire les données de l'OCS2D en une caractérisation NAF/non-NAF des surfaces. Celle-ci permet donc aux territoires non seulement d'avoir une cartographie des surfaces NAF et non-NAF en 2021 mais aussi de suivre la consommation d'ENAF et de mesurer la renaturation sur la période sur 2021-2031.

Il appartient donc aux territoires {SCoT ou, à défaut, EPCI) de caractériser les espaces NAF-non NAF selon cette matrice de correspondance.

En complément, les EPCI peuvent effectivement dans le cadre d'une étude recenser les espaces susceptibles d'être aménagés, réaffectés ou bâtis tel que le prévoit le SCoT dans l'orientation 107.

Notion de « Dents creuses »

L'orientation 105 « combler les dents creuses » mériterait d'être précisée.

En effet, la notion de dents creuses n'est plus utilisée dans le SRADDET pour préciser le potentiel de renouvellement urbain. Le potentiel de renouvellement urbain sera, pour la période 2021-2031, identifié dans l'OCS2D grâce à la table de passage avec un seuil de référence à 500m².

Ainsi, pour la période 2021-31:

- les espaces enclavés au sein de zones urbanisées de moins de 500 m² sont systématiquement considérés comme urbanisés;

- la qualification des espaces enclavés au sein de zones urbanisées de plus de 500 m² dépend de l'usage et est déterminée par la matrice de passage.

Pour la période 2031-2050 : en-dessous de 2 500 m², les espaces sont systématiquement considérés comme artificialisés conformément au Décret n°2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols.

Il serait souhaitable que le document précise ce point pour une meilleure compréhension des enveloppes foncières locales.

Dunkerque, le **28 AOÛT 2025**



Monsieur Patrick BEDAGUE
Président
Pays de Saint Omer – Pôle
Métropolitain
2 rue Albert Camus
62219 LONGUENESSE

Vos réf : PMA/06-2025/PB/EB
Nos réf : MB/LP/IR/CR*2025.016

Objet :
Projet de modification simplifiée n°1 – Notification aux PPA

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 12 juin 2025, vous avez lancé la consultation des PPA concernant la modification simplifiée n°1 dont l'objet est la prise en compte de la trajectoire ZAN définie par le SRADDET des Hauts de France.

A la lecture de votre dossier, le SCoT de la Région Flandre-Dunkerque donne un avis favorable à ce projet de modification simplifiée n°1 du SCoT du Pays de Saint Omer.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Cordialement

Le Président,

Martial BEYAERT

Hazebrouck, le 18/08/2025

SM Flandre et Lys
DM /DP/ HD – N°288

Monsieur le Président
Pôle métropolitain Audomarois
Centre administratif Saint-Louis
Rue Saint Sépulcre CS90128
62503 SAINT-OMER CEDEX

OBJET : Avis du Syndicat Mixte Flandre et Lys sur la notification du projet de modification simplifiée du SCoT du Pays de Saint-Omer

Monsieur le Président,

Conformément à l'article L143-20 du Code de l'Urbanisme vous nous avez transmis pour avis, le projet de modification simplifiée du SCoT du Pays de Saint-Omer. Ce dernier fut reçu par nos services le 01/07/2025 dernier.

Après examen des documents reçus, le syndicat mixte Flandre et Lys relève plus particulièrement trois points, en interaction avec notre territoire :

- Une volonté d'articulation de la mobilité avec le développement économique.
- Une réponse aux besoins économiques très appuyée pour le devenir du territoire audomarois.
- La poursuite du réaménagement de la RN 42/RD 942 confirme la volonté de maintenir le positionnement euro-régional du territoire. En facilitant les échanges entre l'Audomarois et la Flandre intérieure, cette orientation renforce les connexions multimodales, tant fluviales que maritimes, et soutient une dynamique de rayonnement économique régional.

Ces thématiques appellent à une articulation des politiques d'urbanisme et de développement économique afin d'avoir un positionnement complémentaire et non concurrentiel des intercommunalités notamment sur la stratégie économique portée et la recherche conjointe des solutions en matière d'accessibilité du territoire et de gestion économe du foncier.

En ce sens, le syndicat mixte du SCoT Flandre et Lys encourage cette vision de coopération Inter-SCoT et émet un avis favorable au projet de modification transmis.

Je me tiens à votre disposition, ainsi que l'équipe technique du Syndicat Mixte Flandre et Lys pour tout échange ou précision et vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de mes salutations respectueuses.



Consommation foncière

L'analyse technique met en évidence les efforts engagés en faveur des objectifs Zéro Artificialisation Nette (ZAN), notamment la réduction de la consommation foncière destinée au développement économique.

Le syndicat mixte Flandre et Lys souligne également les compléments d'orientation qualitative portant que la stratégie d'accueil des entreprises et le développement des zones artisanales, fondée sur une gestion économe du foncier (orientation 37 et 40).

En ce sens, le syndicat mixte Flandre et Lys souligne l'importance d'une coordination Inter-SCoT sur la question de la consommation foncière à vocation économique et d'infrastructure de rayonnement régional.

Une stratégie économique et infrastructurelle

Le syndicat Mixte Flandre et Lys souligne les orientations complétées encourageant la densification des sites d'entreprises (orientation 37) ainsi que pour la création ou l'extension de zones à vocation économique (orientation 108).

L'un des enjeux économiques majeurs soutenus par le SCoT de l'Audomarois, en lien avec le territoire du SCoT Flandre et Lys, réside dans l'articulation entre mobilité et développement économique.

Le projet maintient les opportunités de développement autour du fluvial et appuie la nécessité de conforter les zones d'activités existantes situées à proximité d'infrastructures majeures du territoire soit le long du canal à grand gabarit entre Arques et Aire-sur-la-Lys.

L'évocation d'une concertation autour d'un accompagnement du volet développement économique du canal est apprécié et appuie l'idée d'une collaboration plus ouverte dans un contexte de sobriété foncière renforcée entre les territoires de Flandre Lys et de l'Audomarois.

De plus, la stratégie de valorisation du positionnement euro-régional du territoire est réaffirmée à travers la poursuite du réaménagement de la RN 42/RD 942. En renforçant les liaisons entre l'Audomarois et la Flandre intérieure, cette orientation, maintenue avec constance, vise non seulement à fluidifier les trafics, mais aussi à inscrire durablement le projet dans une dynamique de rayonnement régional. Elle s'appuie sur un maillage de plateformes multimodales connectées aux infrastructures fluviales (port d'Arques, quai de Blaringhem) et maritimes (port de Boulogne-sur-Mer), consolidant ainsi l'intégration logistique du territoire.





Syndicat Mixte
**FLANDRE
ET LYS**

Dans cette perspective, il apparaît souhaitable et attendu que le projet soit redéposé dans le cadre du second appel à projets « Projet d'Envergure Régional ». Cette démarche devra s'inscrire dans une étroite concertation avec vos services, afin de garantir une parfaite cohérence entre les initiatives en cours et les orientations stratégiques engagées à l'échelle territoriale. Une coordination renforcée permettra d'optimiser la lisibilité et la complémentarité des actions, tout en assurant une mobilisation efficiente des ressources et des outils de planification.

Danielle Mametz

Présidente du Syndicat Mixte
FLANDRE ET LYS



Le 11 juillet 2025

Siège :

Hôtel de Ville de Calais
Place du Soldat Inconnu
62107 CALAIS CEDEX
Secrétariat : Isabelle BERTIN
Tél : 03 21 46 62 08

Affaire suivie par Graziella LEVIS

Tél : 03 21 46 66 43

E-Mail : graziella.levis@pays-du-calais.fr

Monsieur Bernard DELALIN
Président du SyMPaC

à

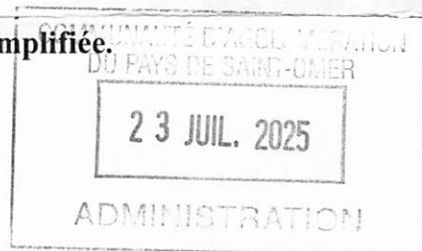
Monsieur le Président du Pays de Saint-Omer

2 rue Albert Camus

62219 LONGUENESSE

Objet : SCOT du pays de Saint-Omer

Mise en œuvre d'une procédure de modification simplifiée.



Monsieur le Président,

Par courrier en date du 12 juin 2025, vous m'avez fait parvenir un dossier de modification simplifiée de votre Schéma de Cohérence Territorial, conformément à l'article L 132-7 du Code de l'Urbanisme, et je vous en remercie.

Cette procédure a pour objet de traduire l'objectif local de « zéro artificialisation nette » établi par la loi Climat et Résilience et le SRADDET Hauts de France. Aussi, par la présente, je vous informe que ce dossier n'appelle pas d'observations de ma part.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

Le Président du SyMPaC,

Signé électroniquement par : Bernard Delalin
Date de signature : 16/07/2025
Qualité : Président du SYMPAC

Bernard DELALIN

